



GENÈVE | ET LA SUISSE VOISINE

GENÈVE

Le Rhône va avoir de plus en plus besoin de gestion franco-suisse

Sur ses 812 kilomètres, le Rhône est essentiel pour l'eau potable, l'agriculture, l'industrie ou l'énergie. Avec le réchauffement climatique qui rend son débit de plus en plus imprévisible, les acteurs franco-suisse ont redit, ce vendredi, leur volonté de coopérer pour l'avenir.

« Il n'y a rien de plus beau qu'un fleuve que l'on regarde de la source à ses embouchures ». Et Camille Mœnne en sait quelque chose, car le photographe suisse a photographié le Rhône sur 812 kilomètres. Ou plutôt le Rhône, car sur ses côtés, on voit celui qui sort du glacier épave, celui de la haute d'Ivoire jusqu'au delta de Lyon, celui qui permet de produire de l'électricité à Glinénil, ou celui qui irrigue les cultures de fruits de Valais ou de la Drôme.

C'est cette approche holistique qui a été défendue par les participants à la 19^e session internationale de l'Initiative pour l'avenir des grands fleuves, organisée notamment par l'association Erft Österreich, basée en Suisse, jusqu'à la conclusion ce vendredi 2 septembre à Genève, à la Société romande.

Si ce dauphiné avait un langage, pourrait être lancé, le Rhône et le Léman (dont il a l'un ou l'autre extensions jusqu'à 75 à 80% dans une province du fleuve) ont signé de récentes les acteurs de la gestion locale ont été dominés par des mots. « Ce serait quasi une vraie offre du Rhône et du lac en 2033 », s'est ainsi interrogé Erik Oestreich. Une question tout sauf triviale



Au mois de juillet, le crue record du Rhône a montré que le fleuve avait un débit qui pouvait subitement passer à une période plus torride que celle habituelle des crues printanières. De manière générale, le réchauffement passe des défis de régulation, notamment à Genève, qui est l'une des clés du débit du fleuve avec le barrage de Sogjet. Photo : D.S.C.

que croise Elisabeth Agraül, la POC de la Compagnie Nationale du Rhône. Le sujet est « L'eau que l'on regarde en dessous, nous ne sommes pas en manque d'eau », publie-t-elle, mais ce n'est pas une bonne nouvelle pour le fleuve par an. Mais le système n'est pas représentatif car l'on peut passer d'une crue à une très grande sécheresse, qui génère du manque d'eau pour le monde agricole. Nous ne sommes plus prévisibles ce qu'il se passe ».

Rationaliser les institutions franco-suisse

Avec le réchauffement climatique, les arbitrages pourraient se

multiplier. « Eau du Rhône pour la baignade, l'industrie, l'énergie », Genève avec le réseau G4-Lac, bois, refroidir les centrales nucléaires ou le mouvement alimentaire ? Sans parler de la préservation de sa biodiversité.

La bonne nouvelle, c'est que notre région a les moyens de répondre, en sachant que c'est ce qui est en accord du fleuve contrôlé l'eau. « Ce n'est pas ce qui est dans les années 70, la France n'avait pas voulu être partie prenante de la gestion du Rhône, qui est encore plus l'Espagne des centrales que la Goulf d'Israël. Mais je pense qu'il y a un accord, ce n'est pas jamais revenir à un peuple suisse, un droit de regard

sur une ressource, sinon c'est la guerre », a souligné Antonio Padges, ministre de l'Environnement genevois.

Une bonne partie de ce manque d'équilibre originel de la France a été corrigé depuis au gré de la création d'institutions valées, comme l'up. « Il y a une quarantaine en France, on n'est pas loin du même nombre. Sans contrôler, on pourrait peut-être avoir quelque chose qui pourrait résoudre une crise », a lancé Elisabeth Agraül. D'autant que si la CNE à une seule borne (car on ne peut pas sur le Rhône à Genève) est-elle vraiment existe sur le petit valaisain, selon la gestion du lac

en trois ou quatre parties, entre l'accord du Léman, le lac Léman, le Rhône, et le delta, ce serait un lauréat.

Ainsi que le mettront Antonio Padges, il est le métaphore marine et parle d'Érik Oestreich, « nous sommes bons pour gérer le bon temps. Nous devons nous préparer le gros temps... Mais maintenant, chacun en convenant, la coopération franco-suisse dans le domaine est assez complexe. Elle doit dépasser de donner des solutions » et de voir permettre de la maintenir à un niveau à même de répondre aux défis du réchauffement climatique.

Sébastien COLSON